

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

| | |
|--|--|
| Title - Sujet Réduction d'échelle statistique | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation KM040-141304/A | Date 2015-06-18 |
| Client Reference No. - N° de référence du client KM040-141304 | |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-015-6877 | |
| File No. - N° de dossier TOR-4-37172 (015) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-29 | Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abela, Aaron | Buyer Id - Id de l'acheteur tor015 |
| Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2061 () | FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT 4905 Dufferin Street Downsview Ontario M3H5T4 Canada | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Solicitation No. - N° de l'invitation

KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37172

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client

KM040-141304

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir ci-joint

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX | 2 |
| 1.1 INTRODUCTION..... | 2 |
| 1.2 SOMMAIRE | 2 |
| 1.3 COMPTE RENDU..... | 3 |
| PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES..... | 3 |
| 2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES | 3 |
| 2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS | 3 |
| 2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE | 3 |
| 2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION..... | 5 |
| 2.5 LOIS APPLICABLES | 5 |
| 2.6 FONDAMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | 5 |
| PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS | 6 |
| 3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS..... | 6 |
| PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION | 7 |
| 4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION | 7 |
| 4.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE | 7 |
| 4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION | 7 |
| PARTIE 5 – ATTESTATIONS | 8 |
| 5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT..... | 8 |
| PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT | 9 |
| 6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX..... | 9 |
| 6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES | 9 |
| 6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ | 10 |
| 6.4 DURÉE DU CONTRAT..... | 10 |
| 6.5 RESPONSABLES..... | 10 |
| 6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES | 11 |
| 6.7 PAIEMENT | 11 |
| 6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION | 12 |
| 6.9 ATTESTATIONS..... | 13 |
| 6.10 LOIS APPLICABLES | 13 |
| 6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS | 13 |
| 6.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER) | 14 |
| 6.13 ASSURANCES..... | 14 |
| ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX..... | 15 |
| ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT..... | 18 |
| ANNEXE « C » – CRITÈRES D'ÉVALUATION..... | 20 |

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

| | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et toutes autres annexes.

1.2 Sommaire

- i) La Division de la recherche climatique (DRC) d'Environnement Canada a pour mandat de fournir de l'information climatique aux Canadiennes et aux Canadiens afin de faciliter l'adaptation au climat. Il est essentiel de disposer de projections climatiques pour le Canada afin d'évaluer les impacts des changements climatiques et de s'y adapter. La DRC est à la recherche d'une ressource qui offrira des services de soutien professionnel pour produire des projections climatiques à haute résolution pour le Canada à l'aide des résultats des modèles climatiques participant à la phase 5 du projet d'intercomparaison de modèles couplés (CMIP5). Il s'agira d'obtenir des projections du modèle climatique mondial (MCM) réduites à une résolution temporelle et spatiale permettant d'utiliser les modèles hydrologiques pour évaluer les changements qui se produiront dans les disponibilités en eau.

Environnement Canada recherche des services afin : a) de déterminer la meilleure méthode statistique pour la réduction d'échelle et b) de produire les précipitations et les températures quotidiennes à une résolution de 10 à 20 km à partir des simulations de 26 MCM pour l'avenir.

- ii) La durée du contrat sera de la Date l'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2016.
- iii) L'appel d'offres vise à attribuer un (1) contrat relatif à la réduction d'échelle statistique des projections climatiques futures pour les besoins du Canada.
- iv) Conformément aux dispositions en matière d'intégrité à l'article 01 des Instructions uniformisées 2003, les soumissionnaires doivent fournir une liste de tous les propriétaires et les directeurs ainsi que d'autres renseignements connexes, au besoin. De plus amples

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

renseignements sur les dispositions en matière d'intégrité se trouvent à la section 4.21 du Guide des approvisionnements.

- v) Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).
- vi) Pour les besoins de services, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements exigés, comme indiqué dans l'article 2.3 de la partie 2 de la demande de soumissions, afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor et les directives sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2014-09-25) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.
- e.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants : l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (trois (3) copies papier)
Section II: Soumission financière (une (1) copie papier)
Section III: Attestations (une (1) copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Bidders must submit their financial bid in accordance with Annex "B" – Basis of Payment. The total amount of Applicable Taxes must be shown separately.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées en fonction de toutes les exigences figurant dans la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation technique et financière.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe C, partie 1 : Critères d'évaluation technique obligatoires.

Critères techniques cotés

Voir l'annexe C, partie 2 : Critères techniques cotés,

4.2 Évaluation financière

4.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent fournir dans leur soumission les détails relatifs à l'établissement du prix conformément à l'annexe B, Base de paiement, en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, destination FAB, incluant les frais de déplacement et de subsistance ainsi que les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Le prix utilisé dans l'évaluation sera le prix total évalué, obtenu de la façon suivante :

- i) Le prix total évalué est la somme des prix de lot ferme indiqués au tableau 1.1 de l'annexe B, Base de paiement.

4.2.2 SACC Manual Clause

Clause du guide des CCUA A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix

4.3 Méthode de sélection

4.3.1 Méthode de sélection - le prix le plus bas par point

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- c. obtenir le minimum requis de 18 points, dans l'ensemble, pour les critères d'évaluation technique qui font l'objet d'une cotation par points. La cotation est effectuée sur une échelle de 30 points.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas par point sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.1.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.1.4 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.2.1 Conditions générales

2035 (2014-09-25) Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.2.2 Conditions générales supplémentaires

Les conditions générales supplémentaires suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

4007 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

6.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La durée du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2016 inclusivement.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Kieta Boulet
Titre : Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Région de l'Ontario
Adresse : 33 City Centre Drive, Suite 480C
Mississauga, Ontario. Canada.
L5B 2N5
Téléphone : 905-615-2078
Télécopieur : 905-615-2060
Courriel: kieta.boulet@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :
(à communiquer au moment de l'attribution du contrat)

Nom : _____
Titre : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(à déterminer à l'attribution du contrat)

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement - Un Prix Ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiements d'étape

Pour l'annexe B, partie 1.1

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
la somme de tous les paiements d'étape effectués par le Canada ne dépasse pas 90 p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés;
tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'article sera complété et livré si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée.

6.7.4 T1204 - demande directe du ministère client

Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R. 1985, ch. 1, (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).

Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, à la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir son numéro d'entreprise ou son numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Les demandes peuvent être faites par lettre d'appel générale aux entrepreneurs, par écrit ou par téléphone.)

6.7.5 Vérification du temps

Clause du *Guide des CCUA* C0711C (2008-05-12), Limite de prix

6.7.6 Personne(s) identifiée(s)

L'entrepreneur doit fournir les services des personnes suivantes pour la réalisation des travaux indiqués dans le contrat : _____ (insérer le nom des personnes).

6.7.7 Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111;

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
 - c. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.
- 2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
- 3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111, et les envoyer au *chargé de projet* (identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le *chargé de projet* fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.

- 4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, Canada et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4007 Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- c) les conditions générales – 2035 (2014-09-25) Conditions générales - besoins plus complexes de services ;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*)

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Clause du *Guide des CCUA* A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

6.13 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « A » - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. TITRE DES TRAVAUX : Réduction d'échelle statistique des projections climatiques futures pour le Canada

2. OBJECTIF

Le mandat de la Division de la recherche climatique (DRC) d'Environnement Canada consiste à fournir de l'information climatique aux Canadiennes et aux Canadiens afin de faciliter l'adaptation aux changements climatiques. Il est essentiel de disposer de projections climatiques pour le Canada pour évaluer les incidences de ces changements et s'y adapter. La DRC est à la recherche d'une ressource qui offrira des services de soutien professionnel pour produire des projections climatiques à haute résolution pour le Canada à l'aide des résultats des modèles climatiques participant à la phase 5 du projet d'intercomparaison de modèles couplés (CMIP5). Il s'agira d'obtenir des projections du modèle climatique mondial (MCM) réduites à une résolution temporelle et spatiale permettant d'utiliser les modèles hydrologiques pour évaluer les changements qui se produiront dans les disponibilités en eau.

3. PORTÉE

L'entrepreneur offrira les services suivants :

- 3.1 Déterminer la meilleure méthode statistique pour la réduction d'échelle;
- 3.2 Produire les précipitations et les températures quotidiennes à une résolution de 10 à 20 km à partir des simulations de 26 MCM pour l'avenir.

4. TÂCHES

Les trois (3) principales tâches que l'entrepreneur doit exécuter et livrer sont les suivantes :

- 4.1 De concert avec le chargé de projet (CP), la ressource de l'entrepreneur doit choisir un ensemble de données d'observation quotidiennes qui servira de cible pour la réduction d'échelle pour le Canada. Cet ensemble de données doit permettre la réduction d'échelle jusqu'à une résolution de 10 à 20 km environ. Il doit être formé de données ponctuelles ou de données rectangulaires à haute résolution. L'entrepreneur ne doit utiliser que l'ensemble de données d'observation quotidiennes précisé par le CP. Toute modification de l'ensemble de données d'observation doit être discutée avec le CP et n'être mise en œuvre qu'avec son approbation.
- 4.2 De concert avec le CP, la ressource de l'entrepreneur doit choisir une technique de réduction d'échelle appropriée aux caractéristiques de l'ensemble de données d'observation. L'entrepreneur ne doit utiliser que la technique de réduction d'échelle précisée par le CP. Toute modification de la technique de réduction d'échelle doit être discutée avec le CP et n'être mise en œuvre qu'avec son approbation.
- 4.3 De concert avec le CP, la ressource de l'entrepreneur doit choisir la méthode de production de projections à échelle réduite pour 26 modèles utilisant trois (3) profils représentatifs d'évolution de concentration (RCP 2.6, 4.5 et 8.5) de la CMIP5. Les précipitations et les températures quotidiennes doivent faire partie des variables. Les produits à échelle réduite doivent avoir une résolution de 10 km et couvrir tout le Canada. L'entrepreneur ne doit utiliser pour produire les projections à échelle réduite que la méthode choisie pour les trois scénarios d'émissions (RCP) précisés par le CP. Toute modification des projections à échelle réduite doit être discutée avec le CP et n'être mise en œuvre qu'avec son approbation.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5. LIVRABLES

5.1 Pendant toute la durée du contrat, la ressource de l'entrepreneur doit exécuter les tâches susmentionnées et fournir les réalisations suivantes.

5.1.1 Une réunion de lancement doit avoir lieu par téléconférence ou dans un endroit convenu entre le CP et l'entrepreneur, au plus tard quinze (15) jours après l'adjudication du contrat. L'entrepreneur doit proposer un plan de travail permettant de satisfaire aux exigences du présent énoncé des travaux et il doit soumettre un calendrier préliminaire du projet à l'approbation du CP.

5.1.2 L'entrepreneur doit remettre l'ébauche du rapport final pour le 31 janvier 2016; cette ébauche doit présenter la documentation technique décrivant le processus qui aura servi au choix de la méthode de réduction d'échelle, justifier le choix des simulations du MCM et décrire les méthodes ayant servi à produire les projections à échelle réduite.

5.1.3 L'entrepreneur doit déposer un rapport final à la fin du projet, au plus tard le 31 mars 2016. L'entrepreneur doit remettre deux (2) copies papier reliées de ce rapport ainsi qu'une version électronique à la fois en Microsoft Word et en format PDF, sur DC-ROM ou DVD, ou en les faisant parvenir par courriel (le cas échéant et si le CP y consent).

6. COMMUNICATION D'INFORMATION

6.1 La ressource de l'entrepreneur doit faire le point, oralement ou par écrit, sur l'état ponctuel d'avancement d'une partie ou de la totalité des travaux à la demande du CP d'Environnement Canada ou de son représentant désigné.

6.2 La ressource de l'entrepreneur doit immédiatement signaler au CP les problèmes ou les risques ayant une incidence sur l'avancement des travaux et qui, selon elle, doivent être portés à l'attention d'un supérieur pour être résolus.

6.3 La ressource de l'entrepreneur doit attester la véracité et l'exactitude du contenu de tous les produits livrés. Le CP se réserve le droit de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité de tous les livrables fournis par l'entrepreneur.

7. AUTORISATION DES TRAVAUX

7.1 Avant le début des travaux, la ressource de l'entrepreneur doit faire approuver par écrit, par le CP ou son représentant désigné, le plan de travail proposé par l'entrepreneur pour la réalisation des livrables, et ce avant d'entreprendre quelque travail que ce soit ou d'engager des frais.

7.2 Le CP se réserve le droit de rejeter le plan de travail proposé par la ressource de l'entrepreneur; l'entrepreneur doit travailler de concert avec le CP pour établir un plan de travail acceptable pour le CP. Toute modification du plan de travail doit d'abord être discutée avec le CP et n'être mise en œuvre qu'avec son approbation.

8. NORMES DE RENDEMENT

8.1 L'entrepreneur doit fournir une ou plusieurs ressources de remplacement – dans les cinq (5) jours ouvrables – afin de maintenir le nombre de ressources nécessaires pour exécuter le travail, dans le cas où les ressources initialement désignées ne pourraient pas terminer le travail conformément aux conditions mentionnées dans l'attestation du statut et de la

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

disponibilité des ressources. La ressource de remplacement doit satisfaire aux mêmes critères de sélection que la ressource initialement désignée qui doit être remplacée.

9. LANGUE DES TRAVAUX ET FORMAT DES DONNÉES

- 9.1 Tous les rapports doivent être rédigés en anglais et doivent être fournis en formats Microsoft Word et PDF.
- 9.2 Les données produites doivent être livrées en format NetCDF, chacun des fichiers renfermant les données pour une année et une variable.

10. CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ

- 10.1 Le travail à réaliser n'est pas classifié et l'entrepreneur ne travaillera pas sur place.

11. ÉCHÉANCIER DES RÉALISATIONS ATTENDUES

- 11.1 Les livrables de ce contrat doivent être terminés pour le 31 mars 2016.

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « B » - BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire doit fournir des prix fermes tout compris en dollars canadiens, incluant l'ensemble des frais directs et indirects pour la main-d'œuvre, les outils, la location d'équipement, le temps en attente, le matériel et les fournitures nécessaires à l'exécution de tous les livrables. Les prix fermes incluent les droits de douane, les frais d'emballage et de manutention, le transport et les frais de livraison, destination FAB, ainsi que les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Le Canada effectuera des paiements d'étape conformément au calendrier des étapes ci-après.

Une retenue de 10 % sera appliquée à chaque demande de paiement.

1.0 BESOIN FERME – Un (1) rapport complet – Projections à échelle réduite

1.1 Le rapport de projections à échelle complet doit être livré au plus tard le 31 mars 2016

| N° de l'article | Qté | Description du produit | Prix ferme (TVH en sus) |
|------------------------|------------|--|--------------------------------|
| 1 | 1 | <p>Pour la fourniture et la livraison d'un rapport final de projections à échelle réduite relativement à trois scénarios d'émissions (RCP), conformément aux tâches et aux biens livrables précisés à l'annexe A, Besoin.</p> <p>L'ensemble des biens livrables faisant l'objet du rapport de projections à échelle doit comporter ce qui suit :</p> <p>a) la tenue d'une réunion de lancement, la préparation d'un plan de travail et d'un calendrier du projet préliminaire permettant de satisfaire aux exigences de l'énoncé des travaux;</p> <p>b) la soumission d'une ébauche de rapport final;</p> <p>c) la soumission d'un rapport final achevé.</p> | \$ |

Solicitation No. - N° de l'invitation
KM040-141304/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
Tor015

Client Ref. No. - N° de réf. du client
KM040-141304

File No. - N° du dossier
TOR-4-37172

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1.2 Calendrier des étapes

| Étape Numéro | Description de l'étape | Premier montant (TVH en sus) | Date de livraison (fondée sur l'attribution du contrat le 1 ^{er} août 2015) |
|-----------------|---|--|--|
| 1. | <p>- Tenue d'une réunion de lancement à laquelle assistent le chargé de projet et l'entrepreneur. L'entrepreneur doit élaborer un plan de travail permettant de satisfaire aux exigences de l'énoncé des travaux et établir un calendrier du projet préliminaire qu'approuvera le chargé de projet d'Environnement Canada ou son représentant désigné.</p> <p>Un paiement d'étape de 10 % du prix ferme sera versé.</p> | <p>_____ \$ Retenue : _____ \$ (10 % du montant ferme)</p> | Date : 15 jours suivant la date d'attribution du contrat |
| 2. | <p>- L'entrepreneur doit soumettre d'ici le 31 janvier 2016 une ébauche du rapport final dans lequel il consigne la documentation technique qui décrit le processus de sélection de la méthode de réduction d'échelle, justifie la sélection des simulations réalisées avec les modèles climatiques globaux (MCG) ainsi que les méthodes de production des projections à échelle réduite.</p> <p>Un paiement d'étape de 40 % du prix ferme sera versé.</p> | <p>_____ \$ Retenue : _____ \$ (10 % du montant ferme)</p> | Date : 31 janvier 2016 |
| 3. | <p>- L'entrepreneur doit soumettre un rapport final à l'achèvement du projet, au plus tard le 31 mars 2016. Il doit être présenté selon deux formats : deux (2) copies reliées du rapport final, une copie électronique du rapport en formats Microsoft Word et PDF sur CD-ROM ou DVD ou par courriel (au besoin, et sur approbation du chargé de projet).</p> <p>Un paiement d'étape de 50 % du prix ferme sera versé.</p> <p>Date d'achèvement : 31 mars 2016</p> | <p>_____ \$ Retenue : _____ \$ (10 % du montant ferme)</p> | Date : 31 mars 2016 |
| 4. | Paiement de toutes les retenues | <p>Montant global de la retenue : _____ \$ (10 % du montant ferme pour chacune des étapes 1 à 3)</p> | Date : Le paiement de toutes les retenues dépend de l'approbation du rapport final soumis par le chargé de projet. |
| | COÛT TOTAL POUR LES ÉTAPES 1 à 4 | <p>_____ \$</p> | |

ANNEXE « C » – CRITÈRES D'ÉVALUATION

1.0 Critères techniques obligatoires

Les critères obligatoires ci-après s'évaluent selon une simple cote réussite ou échec. Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils répondent à chaque critère technique obligatoire en fournissant une réponse concise et détaillée à chacun des critères techniques obligatoires mentionnés ci-dessous. Les propositions techniques doivent traiter de chacun des critères dans l'ordre selon lequel ils apparaissent.

Une simple déclaration stipulant que les critères techniques obligatoires sont observés ne suffit pas. L'incapacité du soumissionnaire de satisfaire ne serait-ce qu'à un (1) seul des critères obligatoires rendra la proposition irrecevable et inadmissible à toute évaluation ou à tout examen ultérieurs.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur proposition tous les documents d'appui avant la date de clôture des propositions.

O1 : Le gestionnaire de projet proposé doit avoir au minimum cinq (5) ans d'expérience, à partir de la date de clôture des propositions, dans la méthode de sélection par réduction d'échelle statistique. Il doit démontrer cette expérience en intégrant un bref résumé de toutes les études appropriées auxquelles il a pris part. Le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si la proposition technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin).

O2 : Le gestionnaire de projet proposé doit être l'auteur de deux ou plusieurs rapports ou journaux publiés au sujet de la méthode de sélection par réduction d'échelle statistique. Afin de démontrer le respect de ces critères, la proposition doit énumérer les rapports ou les journaux publiés, les dates auxquelles les études ont été effectuées et terminées ainsi que toutes les publications.

O3 : Le gestionnaire de projet proposé doit avoir démontré son expérience concernant l'application des méthodes de réduction d'échelle statistique aux résultats du modèle climatique mondial (MCM). La proposition doit inclure le curriculum vitae du gestionnaire de projet qui décrit la façon dont il a acquis son expérience dans l'application des méthodes de réduction d'échelle statistique aux résultats du MCM.

O4 : Le gestionnaire de projet proposé doit avoir une maîtrise en sciences du climat ou dans tout autre programme scientifique équivalent d'une université ou d'un collège reconnu.

Afin de démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir une copie valide du diplôme de maîtrise en sciences du climat ou dans tout autre programme équivalent.

On entend par « programme équivalent » une maîtrise en sciences, en physique, en sciences de la Terre ou en mathématiques et statistiques qui a été obtenue auprès d'une université reconnue.

Critères techniques cotés par point

Les critères contenus dans la présente section seront utilisés pour évaluer chaque proposition satisfaisant à chacun des critères obligatoires. Les soumissionnaires sont priés de traiter de chacun des critères dans l'ordre selon lequel ils apparaissent, et de manière suffisamment approfondie, afin de permettre une évaluation complète de leur proposition. L'évaluation se fondera uniquement sur les renseignements contenus dans la proposition. Les soumissionnaires pourront être contactés pour confirmer ces informations ou donner quelques clarifications.

Les soumissionnaires doivent attendre au minimum 18 points dans le cas des critères cotés par point. Les propositions n'obtenant pas le nombre de points minimum requis seront réputées non conformes.

2.1 Proposition technique (30 points maximum)

| Objet | Critères techniques cotés par point | Grille d'évaluation | | | | | Bien 4 points | Excellent 5 points |
|-------|---|---|---|---|--|--|--|---|
| | | Non évaluable 0 point | Insuffisant 1 point | Faible 2 points | Suffisant 3 points | | | |
| C1 | Il est demandé au soumissionnaire de prouver sa compréhension de l'exigence conformément à l'Énoncé de travail de l'Annexe A. | N'a pas soumis les informations qui pouvaient être évaluées. | La description ne fournit pas une structure logique et organisée qui permettrait la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | La description fournit à peine une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | La description fournit une structure suffisamment logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | La description fournit une structure parfaitement logique et très bien organisée qui assure la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | | |
| | Un maximum de 5 points sera attribué pour ce critère. | Pour y parvenir, le soumissionnaire doit inclure une courte introduction et une description de l'objet du travail, avec une brève évaluation des besoins et des objectifs du travail, les raisons pour lesquelles ce travail est effectué, et les bénéfices que peut en tirer Environnement Canada. | Il ne suffit pas de remanier le besoin et le contexte de l'Énoncé de travail pour démontrer la compréhension du critère. | - Ne regroupe pas les problèmes liés au critère spécifique. | - Regroupe les quelques problèmes liés au critère spécifique. | - Regroupe tous les problèmes liés au critère spécifique. | - Démonstre une compréhension complète du projet et de ses objectifs, et prend en compte tous les éléments (y compris les problèmes, les solutions proposées, etc.); | - Démonstre une excellente compréhension des raisons et des bénéfices |

| | | | | | | |
|--|--|--|---|---|---|---|
| | | de sa capacité à respecter les exigences de performance. | probable de sa capacité à respecter les exigences de performance. | - Démonstration suffisante et probable de sa capacité à respecter les exigences de performance. | sa capacité à respecter les exigences de performance. | pouvant être tirés de ce travail. - Démontré de manière extrêmement détaillée sa capacité à surpasser les exigences. |
|--|--|--|---|---|---|---|

| Objet | Grille d'évaluation | | | | | |
|--|--|---|--|--|---|--|
| | Non évaluable 0 point | Insuffisant 2 points | Faible 4 points | Suffisant 9 points | Bien 11 points | Excellent 15 points |
| C2 Le soumissionnaire doit clairement définir son approche et sa méthodologie proposées pour respecter les exigences de l'étude, comme détaillée dans l'Enoncé de travail de l'Annexe A. Tous les détails doivent être fournis afin de démontrer la faisabilité et la capacité de l'approche du soumissionnaire dans la réussite de l'exécution du travail. Un maximum de 15 points sera attribué pour ce critère. | N'a pas soumis les informations qui pouvaient être évaluées. | L'approche et la méthodologie ne fournissent pas une structure logique et organisée qui permettrait la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. - Ne démontre pas que les systèmes en place respectent les exigences du critère; les procédés sont insuffisants et ne permettent pas de répondre aux exigences. | L'approche et la méthodologie fournissent à peine une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. - Démontré que les systèmes en place respectent peu les exigences du critère; les procédés ne répondent que partiellement aux exigences. - Démontré peu de capacité à gérer et à exécuter les tâches et les exigences du contrat. | L'approche et la méthodologie fournissent une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. - Démontré que les systèmes en place respectent les exigences du critère; les procédés répondent suffisamment aux exigences. - Démontré une capacité suffisante à gérer et à exécuter les tâches et les exigences du contrat. | L'approche et la méthodologie fournissent une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. - Démontré et énumère les systèmes en place qui respectent le critère dans tous ses aspects; les procédés sont très bien établis et surpassent les exigences. - Démontré une excellente capacité à gérer et à exécuter les tâches et les exigences du contrat. | L'approche et la méthodologie fournissent une structure parfaitement logique et très bien organisée qui assure la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. - Démontré et énumère les systèmes en place qui respectent le critère dans tous ses aspects; les procédés sont très bien établis et surpassent les exigences. - Démontré une excellente capacité à gérer et à exécuter les tâches et les exigences du contrat. |
| | | - L'échéancier et les délais proposés ne démontrent pas leur capacité à répondre aux exigences. | - L'échéancier et les délais proposés sont faibles et peu probables, ne | - L'échéancier et les délais proposés sont très bons et démontrent leur capacité à répondre aux exigences. | - L'échéancier et les délais proposés sont excellents et bien étudiés pour prendre en compte tous les éléments; démontre de manière extrêmement détaillée sa capacité à surpasser les exigences. | |

| Objet | Critères techniques cotés par point | | | | | démontrant pas leur capacité à répondre aux exigences. | démontrant leur capacité à répondre aux exigences. | | |
|--|--|---|---|--|--|--|---|--|------------------------|
| C3 | Grille d'évaluation | | | | | Faible 4 points | Suffisant 6 points | Bien 8 points | Excellent 10 points |
| | Non évaluable 0 point | Insuffisant 2 points | | | | | | | |
| | N'a pas soumis les informations qui pouvaient être évaluées. | Les planifications ne fournissent pas une structure logique et organisée qui permettrait la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | Les planifications fournissent à peine une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | | | Les planifications fournissent une structure suffisamment logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | Les planifications fournissent une structure logique et organisée qui permet la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | Les planifications fournissent une structure parfaitement logique et très bien organisée qui assure la réussite de l'exécution du contrat conformément à l'Annexe A. | |
| Le soumissionnaire doit inclure un plan d'urgence et de mise en œuvre immédiat advenant que la ressource proposée ne soit plus disponible pour effectuer le travail. | | | | | | | | | |
| Un maximum de 10 points maximum sera attribué pour ce critère. | | | | | | | | | |

| | |
|-----------------------|-------|
| Score minimum/maximum | 18/30 |
|-----------------------|-------|